

## Table des matières

<i>Préface</i> .....	9
<i>Principales abréviations</i> .....	13
<i>Introduction</i> .....	17
<i>Première Partie</i> .....	37
<i>Le devoir de vigilance et la responsabilisation des entreprises</i> .....	37
<b>Titre I</b> .....	39
<b>La responsabilisation par le mécanisme de conformité ou compliance</b> .....	39
<b>Chapitre I. L'approche volontaire du devoir de vigilance</b> .....	41
Section I. Les normes de soft law sources du devoir de vigilance.....	41
§1. Les principes directeurs de l'ONU et l'OCDE.....	42
A. La délimitation du domaine de la diligence raisonnable.....	43
B. Les quatre axes des mesures de diligence raisonnable.....	48
§2. Les normes ISO 26000 et Pacte mondial de l'ONU.....	53
A. La norme ISO 26000.....	53
B. Le Pacte mondial de l'ONU.....	58
Section II. Les germes d'une approche volontaire du devoir de vigilance dans les pays de l'espace OHADA.....	62
§1. Les engagements socialement responsables des entreprises à haut risque.....	63
A. Le devoir de diligence promu par le Guide de l'OCDE.....	64
B. Le devoir de diligence promu par les principes de l'ITIE.....	69
§2. Les initiatives promues par les organismes publics et privés... 73	73
A. Les initiatives des organismes publics.....	73
B. Les initiatives des organismes privés.....	78
<b>Chapitre II. L'approche contraignante du devoir de vigilance</b> .....	83
Section I. L'obligation légale de vigilance en France.....	84
§1. Les périmètres du devoir de vigilance.....	84
A. Le périmètre substantiel du devoir de vigilance.....	85
B. Le périmètre organisationnel du devoir de vigilance.....	92
§2. Le contenu normatif du devoir de vigilance.....	98
A. Les mesures préventives du plan de vigilance.....	98
B. Les mesures curatives du plan de vigilance.....	103
Section II. L'émergence de la démarche de conformité obligatoire dans l'espace OHADA.....	110
§1. Les traductions des règles de conformité obligatoire des entreprises dans les pays de l'espace OHADA.....	110
A. Les acteurs et domaines de la conformité obligatoire.....	111
B. Les obstacles aux règles de conformité obligatoire.....	118
§2. L'apport de l'OHADA dans le cadre de conformité obligatoire des entreprises.....	123
A. Par l'effectivité et l'adaptabilité des actes uniformes aux réalités contemporaines.....	123
B. Par la mise à profit des projets d'actes uniformes et du juge OHADA.....	130
<b>Titre II</b> .....	137
<b>La responsabilisation par la gestion des risques sociétaux et     environnementaux</b> .....	137

<b>Chapitre I. L'intérêt social élargi en droits français et OHADA..</b>	<b>139</b>
Section I. L'intérêt social élargi aux finalités sociales et environnementales en France .....	140
§1. L'obligation générale de gestion dans l'intérêt social en considération des enjeux sociaux et environnementaux .....	141
A. L'influence de l'obligation d'information sociale et environnementale .....	141
B. La prise en compte impérative des enjeux sociaux et environnementaux dans la gestion de l'entreprise.....	148
§2. La raison d'être et la qualité de société à mission .....	152
A. La raison d'être.....	153
B. La qualité de société à mission.....	155
Section II. La nécessité de l'élargissement de l'intérêt social en droit de l'OHADA.....	159
§1. La protection de l'intérêt social œcuménique en droit de l'OHADA .....	160
A. Le fondement de la conception mixte d'intérêt social en droit de l'OHADA .....	160
B. La prise en compte de l'intérêt des parties intéressées.....	164
§2. La nécessité d'une réelle prise en compte des conséquences sociétales et environnementales .....	168
A. Le reporting sociétal et environnemental en droit de l'OHADA .....	168
B. L'adaptation de l'article 4 de l'AUDSCGIE pour une réelle prise en compte des conséquences sociétales et environnementales .....	171
<b>Chapitre II. La possible gestion des risques sociétaux et environnementaux en droit de l'OHADA.....</b>	<b>177</b>
Section I. La gestion des risques sociétaux et environnementaux par les mécanismes sociétaires garantissant le bon fonctionnement de l'entreprise .....	177
§1. Les pouvoirs des organes de gestion élargis aux objectifs sociétaux et environnementaux.....	178
A. Les pouvoirs des dirigeants sociaux étendus aux objectifs sociétaux et environnementaux .....	179
B. Le droit à l'information étendu aux objectifs sociétaux et environnementaux.....	183
§2. La gestion des risques sociétaux et environnementaux dévoilée par les principes du gouvernement d'entreprise.....	188
A. La création des comités ad hoc .....	188
B. Le recours aux codes de bonne conduite .....	192
Section II. La gestion des risques sociétaux et environnementaux par les mécanismes sociétaires garantissant la survie de l'entreprise .....	195
§1. La procédure d'alerte et l'expertise de gestion redéfinies dans leur objet par les risques sociétaux et environnementaux .....	195
A. La procédure d'alerte redéfinie par les risques sociétaux et environnementaux.....	196
B. L'expertise de gestion redéfinie par les risques sociétaux et environnementaux.....	200

§2. Les organes de la procédure collective interpellés par les risques sociétaux et environnementaux .....	202
A. Le syndic et les contrôleurs interpellés par les risques sociétaux et environnementaux .....	203
B. Le juge-commissaire et le ministère public interpellés par les risques sociétaux et environnementaux .....	207
<i>Partie II</i> .....	213
<i>Le devoir de vigilance et la responsabilité-anticipation</i> .....	213
<i>Titre I</i> .....	215
<i>La responsabilité-anticipation fondée sur l'existence d'un risque particulier</i> .....	215
<b>Chapitre I. Les prémices d'une responsabilité-anticipation en matière sociale et environnementale</b> .....	217
Section I. Les prémices en matière sociale en France et dans l'espace OHADA.....	218
§1. Les obligations relevant des logiques anciennes de prévention des risques .....	219
A. Les obligations dictées par l'intérêt collectif.....	220
B. L'organisation des systèmes français et africain de prévention des risques .....	223
§2. L'intérêt croissant pour les droits fondamentaux.....	227
A. Le renforcement de la socialisation des responsabilités de l'entreprise.....	228
B. Le travail décent .....	231
Section II. Les prémices en matière d'environnement en France et dans l'espace OHADA .....	235
§1. Le système binaire du principe de responsabilité environnementale.....	236
A. Le droit de police administrative.....	237
B. Le droit commun de la responsabilité civile et pénale .....	241
§2. Les conséquences de la mise en œuvre du principe de responsabilité environnementale.....	248
A. Les mesures relatives à la prévention du dommage .....	249
B. La prise en compte de la prévention du préjudice écologique et du volet pénal.....	253
<b>Chapitre II. La responsabilité-anticipation relevant du devoir de vigilance</b> .....	259
Section I. La responsabilité-anticipation du devoir de vigilance en France.....	260
§1. Les sanctions préventives du devoir de vigilance.....	260
A. La mise en demeure de se conformer aux obligations du devoir de vigilance .....	261
B. L'action en injonction de se conformer aux obligations du devoir de vigilance et l'arrivée de l'autorité de contrôle .....	265
§2. Les sanctions coercitives du devoir de vigilance .....	271
A. L'action en responsabilité civile .....	271
B. Une responsabilité pénale dissimulée .....	278
Section II. La proposition du devoir de vigilance dans le droit de l'OHADA.....	282

§1. Le contenu normatif du devoir de vigilance dans le droit de l'OHADA.....	283
A. Les périmètres du devoir de vigilance fondés sur le droit matériel OHADA et les traditions africaines.....	284
B. Les mesures matérielles de prévention inspirées des normes internationales de comportement.....	290
§2. La responsabilité-anticipation du devoir de vigilance dans le droit de l'OHADA.....	294
A. Les sanctions préventives et coercitives .....	295
B. La Convention de Maputo et la nécessaire harmonisation dans le cadre de l'OHADA.....	300
<b>Titre II</b> .....	305
<b>Les outils de formalisation du devoir de vigilance</b> .....	305
<b>Chapitre I. La contractualisation du devoir de vigilance</b> .....	307
Section I. La vigilance par la connaissance des maillons de la chaîne de valeur en France et dans l'espace OHADA.....	308
§1. La pertinence du critère de relation commerciale établie .....	309
A. Le critère de relation commerciale établie en droit français .....	309
B. La relation commerciale dans le droit de l'OHADA.....	314
§2. Les effets du contrat au service du devoir de vigilance en France et dans l'espace OHADA.....	318
A. Les effets coercitif et complétif du contrat au service du devoir de vigilance .....	319
B. Les effets créatifs du contrat au service du devoir de vigilance .....	322
Section II. La vigilance par la gestion contractuelle des risques en France et dans l'espace OHADA.....	324
§1. La nécessité d'une gestion contractuelle des risques dans l'espace OHADA .....	325
A. Les problèmes posés par des contrats de partenariat public-privé.....	326
B. Les problèmes posés par des contrats miniers.....	329
§2. Les modalités de la gestion contractuelle des risques en France et dans l'espace OHADA .....	331
A. La gestion contractuelle préventive.....	331
B. La gestion contractuelle curative .....	335
<b>Chapitre II. La juridictionnalisation du devoir de vigilance</b> .....	341
Section I. Le rôle des juges en France et dans l'OHADA.....	341
§1. Le juge étatique français .....	342
A. Le juge français face au mécanisme d'injonction et engagements volontaires des entreprises .....	342
B. L'essor des conventions judiciaires d'intérêt public (CJIP).....	347
§2. Le juge OHADA .....	350
A. Le juge OHADA et la justiciabilité des normes et conflits RSE.....	351
B. Le juge OHADA et la jurisprudence canadienne .....	355
Section II. Le rôle « juridictionnel » des entreprises en France et dans l'espace OHADA.....	359

§1. L'auto-surveillance, forme de contrôle privé de la légalité ....	360
A. Entreprise : procureur et juge d'elle-même ? .....	360
B. La pratique des accords-cadres internationaux (ACI) .....	364
§2. La médiation et l'arbitrage, juridictions privées prises par les entreprises .....	367
A. La médiation et l'arbitrage en droits français et OHADA .....	368
B. Les liens entre médiation, arbitrage et obligation de vigilance .....	372
<i>Conclusion générale</i> .....	381
<i>Bibliographie</i> .....	383
<i>Table des matières</i> .....	405